ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 19 mai 1950, d'une demande d'avis urgent sur un projet d'arrêté du Régent "modifiant et complètant l'arrêté du Régent du 21 juin 1949 portant statut pécuniaire du personnel des administrations de l'Etat, en vue notamment de le rendre applicable au personnel de maîtrise, aux gens de métier et de service", a donné en sa séance du 24 mai 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e Mei 1950 door de Eerste-Minister verzocht hem dringend van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent "tot wijziging en aanvulling van het besluit van de Regent van 21 Juni 1949 houdende geldelijk statuut van het personeel der Rijksbesturen, ten einde inzonderheid het toepasselijk te maken op het meesters-, vak- en dienstpersoneel", heeft ter zitting van 24 Mei 1950 het volgend advies gegeven :

I.

Au dernier alinéa de l'article 12 de l'arrêté du Régent du 21 juin 1949, le projet substitue les mots : "admis à la pension" aux mots : "admis à la retraite" employés jusqu'ores.

Quelle que soit la différence faite en doctrine entre la mise à la retraite et la mise à la pension, la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques emploie indifféremment les deux expressions. Sous l'intitulé : "Admission à la retraite", l'article 1er dit : ".....sont admis à la pension".

La modification proposée par le Gouvernement impliquerait qu'il existe une distinction qui ne figure pas dans la loi.

II.

Le Conseil d'Etat est d'avis que dans la mesure où, en vertu de l'article 2 de l'arrêté du Régent du 22 octobre 1946, le personnel de maîtrise, des gens de métier et de service a été soumis aux articles 2, 4 à 7 et 9 à 21 de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946, les modifications survenues ultérieurement à ces dispositions lui sont également applicables.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications qui rencontrent les intentions du Gouvernement. Ces modifications sont contenues dans le texte ci-après :

ARRETE DU REGENT MODIFIANT L'ARRETE DU REGENT DU 21 JUIN 1949 PORTANT STATUT PECUNIAIRE DU PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS DE L'ETAT, ET LE RENDANT APPLICABLE AU PERSONNEL DE MAITRISE, AUX GENS DE METIER ET DE SERVICE.

---

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 portant statut pécuniaire du personnel rétribué par l'Etat, modifié par les arrêtés du Régent des 27 février, 23 août, 26 septembre 1947, 9 février, 23 juin 1948, du 21 juin 1949 et du 16 mars 1950;

Vu l'arrêté du Régent du 21 juin 1949 portant statut pécuniaire du personnel des administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés du Régent du 16 mars 1950, notamment l'article 2;

Vu l'avis de la Commission de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Premier Ministre et de l'avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'article 1er de l'arrêté du Régent du 21 juin 1949 est remplacé par la disposition suivante :

" Article 1er.- Les barèmes des traitements annuels qui rémunèrent les diverses fonctions du personnel administratif des ministères sont fixés par le Roi, sur la base du tableau I annexé au présent arrêté.

Les barèmes des traitements annuels qui rémunèrent les diverses fonctions du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des ministères sont fixés par le Roi, sur la base du tableau II annexé au présent arrêté.

Des barèmes ne figurant pas aux tableaux annexés au présent arrêté peuvent être prévus par le Roi pour la rémunération de certaines fonctions qu'il détermine.".

Article 2.-

L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Article 2.- Pour la fixation des traitements du personnel des administrations de l'Etat, toute fonction qui ne figure plus dans un des arrêtés pris en vertu de l'article 1er est d'abord assimilée à une fonction de même importance d'une administration de l'Etat, dont le barème est seul pris en considération. Le ministre dont dépend l'agent intéressé décide de cette assimilation, avec l'accord du ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.".

Article 3.-

L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 12. § 1. Le traitement des agents définitifs et stagiaires est payé mensuellement, par anticipation.

Le traitement des agents temporaires du personnel administratif est payé mensuellement, à terme échu.

Le traitement des agents temporaires du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service est payé à terme échu, d'après la périodicité fixée par le ministre dont ils relèvent. Leur rétribution horaire ou journalière est égale respectivement à 1/2500e ou 1/312e du traitement annuel.

§ 2. En cas de nomination à une fonction au cours d'un mois, l'agent rétribué par mois obtient, pour ce mois, autant de trentièmes de son traitement qu'il reste de jours à courir à partir de la nomination inclusivement.

Toutefois, lorsqu'une nomination visée à l'article 7 du présent arrêté sort ses effets au cours d'un mois, le traitement qui en résulte n'est attribué qu'à dater du premier jour du mois suivant.

§ 3. En cas de cessation de ses fonctions au cours d'un mois, l'agent rétribué par mois obtient, pour ce mois, autant de trentièmes de son traitement qu'il a couru de jours jusqu'à celui de la cessation inclusivement.

Toutefois, pour l'agent définitif qui est admis à la retraite ou qui décède, le traitement du mois en cours n'est pas sujet à répétition.".

Article 4.-

L'article 17, 1°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"1° le barème des traitements à attribuer, à dater du 1er juillet 1948, à tout agent visé à l'article 23, alinéa 2, de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 et à l'article 7 de l'arrêté du Régent du 22 octobre 1946, modifiés par l'article 3 de l'arrêté du Régent du 27 février 1947;".

Article 5.-

L'article 19 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

"4° de l'arrêté du Régent du 22 octobre 1946 portant détermination des rémunérations du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service rétribués par l'Etat, modifié par l'arrêté du Régent du 10 avril 1948, ainsi que des arrêtés du Régent des 27 février 1947 et 8 juin 1948 qui le modifient. Echappe toutefois à cette suspension l'article 2 de l'arrêté précité du 22 octobre 1946, en tant qu'il rend applicables au personnel de maîtrise, des gens de métier et de service, les articles 9, 15, 17, 18, 19 et 20 de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 portant statut pécuniaire du personnel rétribué par l'Etat.".

Article 6.-

Le tableau annexé à l'arrêté du Régent du 21 juin 1949 prend la dénomination de "tableau I".

Le tableau annexé au présent arrêté sera annexé à l'arrêté du Régent du 21 juin 1949, sous la dénomination de "tableau II".

Article 7.-

Les arrêtés ministériels portant classification des fonctions et attribution des barèmes du personnel de

maîtrise, des gens de métier et de service des ministères, sont maintenus en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit pourvu autrement par le Roi.

Article 8.-

Le présent arrêté sort ses effet aux dates fixées par l'article 21 de l'arrêté du Régent du 21 juin 1949, à l'exception de l'article 2 qui sort ses effets le 1er janvier 1946.

Article 9.-

Les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le .

PAR LE REGENT :

Le Premier Ministre,

Le Ministre des Finances,

---

ANNEXE

Tableau II (annexé à l'arrêté du Régent du 21 juin 1949 portant statut pécuniaire du personnel des administrations de l'Etat).

..... (texte du projet du ouvernement) .....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Régent du .....

PAR LE REGENT :
Le Premier Ministre,
Le Ministre des Finances,

I.

In plaats van de woorden "op rust gesteld" die voorkomen in het laatste lid van artikel 12 van het besluit van de Regent van 21 Juni 1949 en die tot dusver werden gebruikt, schrijft het ontwerp de woorden "op pensioen gesteld".

Welk onderscheid de rechtsleer ook moge maken tussen het op rust stellen en het op pensioen stellen, in de wet van 21 Juli 1844 op de burgerlijke en geestelijke pensioenen worden beide formules onverschillig gebruikt. Onder de titel : "Oprustststelling", spreekt artikel 1 van : "... worden op pensioen gesteld".

De wijziging welke de Regering voorstelt, zou behelzen dat er een onderscheid bestaat dat niet in de wet voorkomt.

II.

De Raad van State is van oordeel dat, in de mate waarin het meesters-, vak- en dienstpersoneel, krachtens artikel 2 van het besluit van de Regent van 22 October 1946, onderworpen is geworden aan de artikelen 2,4 tot 7en 9 tot 21 van het besluit van de Regent van 20 Juni 1946, de wijzigingen welke die bepalingen naderhand hebben ondergaan ook op dat personeel van toepassing zijn.

\+

\+ \+

Voorts stelt de Raad van State voor, in het ontwerp een aantal wijzigingen aan te brengen die beantwoorden aan de bedoelingen van de Regering. Die wijzigingen zijn in de onderstaande tekst opgenomen :

.../...

BESLUIT VAN DE REGENT WAARBIJ HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 21 JUNI 1949 HOUDENDE GELDELIJK STATUUT VAN HET PERSONEEL DER RIJKSBESTUREN GEWIJZIGD, EN OP HET MEESTERS-, VAK- EN DIENSTPERSONEEL TOEPASSELIJK GEMAAKT WORDT.

---

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet ;

Gelet op het besluit van de Regent van 20 Juni 1946 houdende geldelijk statuut van het door de Staat bezoldigd personeel, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 27 Februari, 23 Augustus, 26 September 1947, 9 Februari, 23 Juni 1948, van 21 Juni 1949 en van 16 Maart 1950 ;

Gelet op het besluit van de Regent van 21 Juni 1949 houdende geldelijk statuut van het personeel der Rijksbesturen, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 16 Maart 1950, namelijk op artikel 2 ;

Gelet op het advies van de syndicale commissie van advies ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van de Eerste-Minister en op het advies van de in Raad vergaderde ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Artikel 1 van het besluit van de Regent van 21 Juni 1949 wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

" Artikel 1.- De schalen der jaarlijkse wedden ter bezoldiging van de onderscheiden functies van het administratief personeel der ministeries, worden door de Koning vastgesteld op grond van de bij dit besluit gevoegde tabel I.

De schalen der jaarlijkse wedden ter bezoldiging van de onderscheiden functies van het meesters-, vak- en dienstpersoneel der ministeries, worden door de Koning vastgesteld op grond van de bij dit besluit gevoegde tabel II.

Voor de bezoldiging van sommige functies die hij bepaalt, kan de Koning weddeschalen vaststellen die niet voorkomen in de bij dit besluit gevoegde tabellen.".

Artikel 2.-

Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Artikel 2.- Voor de vaststelling der wedden van het personeel der Rijksbesturen wordt elke functie, die niet meer voorkomt in een van de besluiten genomen krachtens artikel 1, eerst gelijkgesteld met een functie van dezelfde belangrijkheid in een Rijksbestuur, waarvan alleen het barema in aanmerking wordt genomen. De minister van wie het betrokken personeelslid afhangt beslist omtrent deze gelijkstelling in onderlinge overeenstemming met de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.".

Artikel 3.-

Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

" Artikel 12. § 1._ De wedde van het personeel in vaste dienst en van het stagedoend personeel wordt maandelijks en vooruit betaald.

De wedde van het tijdelijk administratief personeel wordt maandelijks, na vervallen termijn, betaald.

De wedde van het tijdelijk meesters-, vak- en dienstpersoneel wordt betaald na vervallen termijn, volgens de periodiciteit bepaald door de minister van wie dit personeel afhangt. Hun uur- of dagloon is respectievelijk gelijk aan 1/2500e of 1/312e van de jaarlijkse bezoldiging.

§ 2. In geval van benoeming tot een functie in de loop van een maand, bekomt het per maand bezoldigd personeelslid voor die maand zoveel dertigsten van zijn wedde als er nog te verlopen dagen overblijven te rekenen en met inbegrip van de dag zijner benoeming.

Evenwel, wanneer een benoeming bedoeld in artikel 7 van dit besluit ingaat in de loop van een maand, wordt de ermede verband houdende wedde slechts toegekend te rekenen van de eerste dag der volgende maand.

§ 3. In geval van neerlegging der functies in de loop van een maand, bekomt het per maand bezoldigd personeelslid voor die maand zoveel dertigsten van zijn wedde als er dagen verlopen zijn tot en met die der neerlegging van het ambt.

Evenwel, wordt de wedde van het personeelslid in vaste dienst dat op pensioen wordt gesteld of overlijdt in de loop van een maand, niet teruggevorderd.".

Artikel 4.-

Artikel 17, 1°, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

" 1° de weddeschaal toe te kennen, met ingang van 1 Juli 1948,aan elk personeelslid bedoeld in artikel 23, tweede lid, van het besluit van de Regent van 20 Juni 1946 en in artikel 7 van het besluit van de Regent van 22 October 1946, gewijzigd bij artikel 3 van het besluit van de Regent van 27 Februari 1947.".

Artikel 5.-

Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

" 4° van het besluit van de Regent van 22 October 1946 tot vaststelling van regelen ten aanzien van de bezoldiging van het door de Staat betaald meesters-, vak- en dienstpersoneel, gewijzigd bij besluit van de Regent van 10 April 1948, alsmede van de besluiten van de Regent van 27 Februari 1947 en 8 Juni 1948 welke het wijzigen. Deze schorsing geldt echter niet voor artikel 2 van het bovenvermeld besluit van 22 October 1946, voor zover het de artikelen 9, 15, 17, 18, 19 en 20 van het besluit van de Regent van 20 Juni 1946 houdende geldelijk statuut van het door de Staat bezoldigd personeel van toepassing maakt op het meesters-, vak- en dienstpersoneel.".

Artikel 6.-

De tabel die bij het besluit van de Regent van 21 Juni 1949 is gevoegd, krijgt de benaming "tabel I".

De bij het tegenwoordig besluit gevoegde tabel zal worden gevoegd bij het besluit van de Regent van 21 Juni 1949 onder de benaming "tabel II".

Artikel 7.-

De ministeriële besluiten houdende classificatie der functies en toekenning der weddeschalen van het meesters-,

.../...

vak- en dienstpersoneel der ministeries blijven van kracht tot daarin door de Koning anders wordt voorzien.

Artikel 8.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van de datums bepaald in artikel 21 van het besluit van de Regent van 21 Juni 1949, met uitzondering van artikel 2 dat uitwerking heeft met ingang van 1 Januari 1946.

Artikel 9.-

De ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de .

VANWEGE DE REGENT :

De Eerste-Minister,

De Minister van Financiën,

- - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - -

Bijlage.

Tabel II (gevoegd bij het besluit van de Regent van 21 Juni 1949 houdende geldelijk statuut van het personeel der Rijksbesturen).

. . . . . (tekst van het ontwerp der regering). . . .

Ons bekend om te worden gevoegd bij het besluit van de Regent van . . . . .

VANWEGE DE REGENT :

De Eerste-Minister,

De Minister van Financiën,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J.SUETENS, président du Conseil d'Etat, président,
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter,

V.DEVAUX, conseillers d'Etat,
M.SOMERHAUSEN, raadsheren van State,

G.PIQUET, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à Monsieur le
uitgifte afgeleverd aan de Heer

Premier Ministre.
Eerste-Minister.

Le 1950.

De 1950.

LE GREFFIER DU CONSEIL D'ETAT, DE GRIFFIER VAN DE RAAD VAN STATE,

K.MEES.